

LES TRIBULATIONS DE L'IDENTITE WALLONNE

Marc Jacquemain

L'identité (nationale, régionale voire « civilisationnelle ») a progressivement envahi le discours politique dans certains pays démocratiques de manière quasi-obsessionnelle au cours des trois ou quatre dernières décennies. Il n'est pas nécessaire, ici, en Europe, d'évoquer la Pologne ou la Hongrie : il suffit de regarder le débat public français pour voir se dessiner ce phénomène qui prend parfois les allures d'une pathologie. A mesure que se développait cette inflation identitaire dans le champ politique, les sciences sociales ont été amenées à prendre de la distance avec cette notion, qui semble parfois échapper à toute définition raisonnée et aller à l'encontre des visées universalistes et démocratiques¹ issues des deux guerres mondiales qui sont de plus en plus fragilisées partout en Europe.

La réflexion qui suit s'appuie sur l'adage qu'il ne faut pas « jeter le bébé avec l'eau du bain » (qui est parfois bien sale) : si l'on s'efforce de la protéger de cette inflation de symboles, de raccourcis historiques, de tentations de repli et parfois de stéréotypes haineux, « l'identité » au sens de *l'intérêt d'une population pour le devenir de sa région ou de son pays*, reste une ressource positive, mobilisable par les acteurs politiques, économiques, sociaux et culturels pour mener à bien le projet de développement d'un territoire. Si la Wallonie, a été jusqu'ici épargnée par les dérives identitaires, cette idée de l'identité comme ressource n'en a pas moins été présente (de manière parfois très discrète, parfois de manière plus explicite) dans les politiques publiques de développement régional, tous acteurs confondus.

Mais pour évaluer et éventuellement valider cette idée, il faut d'abord prendre conscience de l'ambiguïté possible de l'expression « identité wallonne ». On peut en effet la lire dans deux sens différents : comme « l'identité de la Wallonie » ou comme « l'identité des Wallons ». Or les deux sens ne se recoupent que partiellement. Dans la première perspective, on s'attachera à retracer l'histoire de la région et ce qu'elle a laissé comme « traces » dans la mémoire ou dans le patrimoine culturel. Dans la deuxième perspective, on s'attachera plutôt à étudier la manière dont les Wallons se revendiquent de leur région, ce que cela implique pour eux, et comment le sentiment d'appartenance évolue en fonction des circonstances. Sans doute les deux perspectives ont-elles leur intérêt. On peut considérer la première comme plutôt « holiste » (elle tend à considérer une région comme une entité non réductible à ceux qui l'habitent), et la seconde (qui sera davantage mobilisée dans ce court texte) comme « constructiviste » : les éléments historiques et les éléments de culture héritée constituent des « matériaux » susceptibles d'être utilisés de manière très différente par différents types d'acteurs à différentes époques. Le choix de cette seconde perspective est précisément d'éviter le danger qui guette dès qu'on parle d'identité collective : la tentation de « l'essentialisation », c'est-à-dire la tentation de croire que le sentiment d'appartenance à une

¹ Il ne s'agit pas bien sûr, d'idéaliser le projet européen, qui s'est ancré de manière structurelle dans les logiques du capitalisme néo-libéral, donc fortement inégalitaire, même si cette inégalité est moins extrême en Europe que dans la plus grande partie du monde. En « verrouillant » ce modèle, le projet européen a, à peu près partout, perdu le soutien populaire dont il bénéficiait à ses origines.

région serait le produit « naturel » de l'histoire passant par-dessus la tête des acteurs individuels et sociaux.

« L'identité des Wallons » ainsi définie sera surtout circonscrite à travers le *sentiment d'appartenance* : dans quelle mesure les Wallons se sentent-ils wallons, sont-ils fiers de l'être et comment se représentent-ils les atouts ou faiblesses de leur région² ? Pour aborder ces questions, il faut bien à un moment passer par des *enquêtes d'opinion* : pour appréhender de manière fine le sentiment d'appartenance, sans doute une approche ethnographique est-elle bien adaptée, mais pour le cartographier à l'échelle d'une région, il est nécessaire de disposer d'un *échantillon représentatif* de la population wallonne.

L'identité wallonne a ainsi été « sondée » à différentes reprises autour des trente-cinq dernières années tant par des équipes universitaires, que par des instituts professionnels travaillant pour des médias et les résultats sont, en définitive, convergents sur les aspects principaux.

1. La complémentarité des sentiments d'appartenance.

Le premier constat est que les wallons se sentent indiscutablement wallons *et* belges, sans que cela induise une contradiction si ce n'est dans une toute petite fraction de la population. Souvent, dans les enquêtes la manière de poser la question a été « vous sentez-vous prioritairement wallon ou prioritairement belge » ? Dans cette formulation, il apparaît souvent que le sentiment belge se taille la part du lion³. Ainsi, dans trois enquêtes menées par l'équipe du PIOP en 1991, 1995 et 1999, plus de 65 % des Wallons se déclaraient « prioritairement belges » et 10 % seulement se déclaraient « prioritairement wallons » (Van Haute et al., 2007). Cela a-t-il changé depuis ? En 2011 soit dix ans plus tard, un sondage commandité par la Libre Belgique donnait des chiffres assez semblables (Jacquemain, 2011). Mais ces chiffres prennent un sens différent si on nuance les questions. Ainsi, dans la même enquête PIOP, en 1999, on obtient les résultats suivants :

Je me sens uniquement wallon(ne)	2,3 %
Je me sens plus wallon(ne) que belge	11,3 %
Je me sens aussi bien wallon(ne) que belge	41,8 %
Je me sens plus belge que wallon(ne)	22,0%
Je me sens uniquement belge	22,5%
TOTAL	100 %

Source : PIOP (Van Haute et al, 2007)

² Etant bien entendu que ces sentiments d'appartenance ne définissent qu'un aspect limité de l'identité d'une personne : les citoyens wallons s'identifient aussi à leur commune, leur quartier, leur profession, leur club de sport, leur entreprise, et bien d'autres choses encore... Sans doute aujourd'hui faudrait-il ajouter les identifications virtuelles : « l'avatar » que l'on incarne dans un jeu vidéo peut pour, pour certains, prendre une importance cruciale dans la vie quotidienne.

³ Le maintien constant de cette formulation (et elle seule) dans l'immense majorité des enquêtes témoigne peut-être d'un manque d'imagination scientifique mais il n'est pas non plus exclu qu'il s'inscrive dans la promotion d'une vision « belge » largement soutenue par les médias, en Wallonie et à Bruxelles.

Il y a donc en Wallonie une « interpénétration » des sentiments d'appartenance à la Belgique et à la Wallonie, qui invite à poser les questions d'une manière différente.

Dans une série d'enquêtes qui s'échelonnent de 1990 à 2013, nous avons adopté une autre logique, qui permet également d'éviter l'écueil d'un supposé « exclusivisme » : en interrogeant les gens sur leurs différents sentiments d'appartenance *indépendamment* les uns des autres. Sans rentrer dans trop de détails techniques des formulations, on a demandé notamment aux personnes interrogées, dans quelle mesure elles étaient fières d'être wallonnes et dans quelle mesure elles étaient fières d'être belges⁴. Cette autre manière de poser les questions est moins habituelle mais elle offre un avantage : elle permet de *corrél*er les réponses, autrement dit de voir si ceux qui sont fiers d'être wallons sont par exemple aussi ceux qui, généralement, se disent fiers d'être belges ou si c'est l'inverse. Autrement dit les sentiments d'appartenance ont-ils tendance à aller dans le même sens (corrélation positive), à être indépendants (corrélation nulle) ou à aller en sens contraire (corrélation négative). C'est évidemment une information qui ne peut pas être obtenue en interrogeant les gens simplement sur la hiérarchie de leurs appartenances.

Or, sur *toutes* les enquêtes considérées (de 1991 à 2013), les résultats vont toujours dans le même sens : il y a une corrélation positive marquée entre le sentiment wallon et le sentiment belge, autrement dit *plus on se sent wallon, plus on se sent belge*.

Ainsi pour l'enquête Baromètre Social de la Wallonie, menée par l'IWEPS et pour laquelle le CLEO a proposé le format de questions, la corrélation linéaire entre le sentiment de fierté pour l'appartenance à la Wallonie et pour l'appartenance à la Belgique est de 0,452, ce qui est élevé pour des variables sociologiques. Il n'y a donc pas seulement compatibilité entre les sentiments d'appartenance belge et wallons, il y a *convergence* et ce, de manière marquée.

On peut pour la même question, représenter cela d'une manière encore plus frappante en donnant les chiffres pour le croisement des réponses :

	Fier d'être wallon	Pas fier d'être wallon
Fier d'être belge	82,7 %	7,5 %
Pas Fier d'être belge	4,9 %	4,9 %
Le total des quatre cellules fait 100 % des répondants		

Source : Baromètre social de la Wallonie (Italiano, Jacquemain, 2014)

⁴ L'auteur de ce texte a contribué à 11 enquêtes où les questions étaient rédigées sous cette forme : 6 entre 1988 et 1991 menées par Le CLEO (Centre d'Etudes de l'Opinion de l'Uliège) trois enquête en 1997, en 2003 et en 2007 menées par le CLEO en collaboration avec l'IWEPS, deux vagues du Baromètre social de la Wallonie (2012 et 2013) menées par l'IWEPS. Les enquêtes comportaient aussi des questions sur la fréquence du sentiment d'appartenance (jamais, rarement, souvent, tout le temps) et sur son intensité (faible, moyen, fort). Enfin, elles incluaient également la dimension européenne et, pour certaines, la dimension francophone. On s'est concentré ici sur la fierté d'être wallon ou belge mais les autres indicateurs se comportent de la même façon.

On voit donc que la toute grosse majorité des répondants sont fiers à *la fois* d'être wallons et d'être belges⁵. Seules des minorités très réduites ont des sentiments d'appartenance opposés pour la Wallonie et la Belgique.

Même si l'histoire « longue » n'est pas forcément, on l'a dit, le meilleur angle pour aborder la question de l'identité, dans le cas présent, elle permet sans doute d'éclairer le rapport de complémentarité entre sentiment wallon et sentiment belge. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, la Wallonie, qui avait été cent ans plus tôt à la pointe avancée de la révolution industrielle, est déjà en grande difficulté : la fermeture des mines est imminente et l'on pressent déjà que la sidérurgie elle-même pourrait ne pas être indéfiniment un secteur « porteur ». Dans ce contexte, le projet renardiste qui a animé un temps le mouvement wallon avait tout son sens : exiger à la fois un maximum d'autonomie pour que chaque région puisse appliquer la politique économique qui lui convient et en même temps des « réformes de structure », c'est-à-dire une intervention plus grande de l'Etat pour remédier à ce qui était perçu comme une certaine pusillanimité du capital privé. A travers les réformes de structure, la revendication d'autonomie de la Wallonie est aussi ancrée dans la perspective d'une certaine forme de « contrôle ouvrier » propre au mouvement ouvrier wallon d'après-guerre.

Le combat wallon s'est ainsi inscrit dans une logique dominante à caractère *social plus que culturel* : il ne s'agit pas de rejeter la domination d'une « élite étrangère⁶ », mais de rééquilibrer le rapport des forces sociales entre capital et travail et l'autonomie apparaît comme une voie politique favorable. L'ironie amère de ce combat est qu'il a atteint une bonne partie de ses objectifs institutionnels au moment même où l'objectif premier, le rééquilibrage capital/travail se fracassait sur le mouvement long de transformation économique et social de tout le monde développé : le rapport de force s'est rééquilibré, mais *au détriment du travail* dans à peu près tous les pays capitalistes développés. La nationalisation de secteurs clés de l'économie a cessé d'être une option et c'est au contraire une marche à la privatisation (totale ou partielle) de nombreux secteurs qui a été entreprise dans tous les pays capitalistes⁷.

Cette histoire des six ou sept dernières décennies permet finalement de comprendre l'existence de sentiment identitaires « emboîtés » mais aussi la quasi-absence de positions indépendantistes dans l'espace public⁸ : l'enjeu n'est pas là pour une grande majorité de l'opinion wallonne dans un monde qui a profondément changé.

2. Images en noir ou blanc.

Jusqu'ici on n'a traité l'identité qu'en termes de sentiments d'appartenance. Au cours des dernières enquêtes, dans le cadre du Baromètre social de la Wallonie, on s'est posé la question des *représentations* de la Wallonie chez ses habitants. On a opté ici aussi pour une interrogation ouverte : plutôt que de poser des questions formatées sur des problématiques

⁵ Le tableau agrège chaque fois deux modalités : « plutôt fier » et « très fier » d'un côté, « plutôt pas fier » et « pas fier du tout » de l'autre.

⁶ Ce qui fut la représentation dominante dans le mouvement flamand

⁷ Ce passage est partiellement emprunté à notre texte *L'identité wallonne aujourd'hui* (Jacquemain, 2011)

⁸ « La Wallonie insoumise », seule formation ouvertement indépendantiste a réuni environ un demi-pourcent des voix aux dernières législatives.

spécifiques, on a demandé aux interviewés de donner trois raisons d’être fier de la Wallonie et trois raisons de ne pas en être fier.

Les réponses spontanées ont produit un matériau d’une diversité impressionnante, certains se contentant d’un mot ou deux, d’autres faisant une phrase complète à chaque réponse. Ces réponses ont été catégorisées pour pouvoir en faire une présentation globale. Elles dessinent des « images » de ce qui vient à l’esprit lorsqu’on veut évoquer sa région, positivement d’abord, négativement ensuite.

La catégorisation reste bien sûr partiellement subjective, elle n’a de valeur qu’indicative mais la présentation du matériau brut (environ 3000 réponses différentes pour chaque enquête) n’a évidemment pas de sens.

Dans les deux tableaux suivants, on ne reprend que la première réponse, donc ce qui vient spontanément à l’esprit de chaque personne interrogée, comme premier élément positif ou négatif.

TABLEAU 1. DE QUOI PEUT-ON ETRE FIER EN WALLONIE ? DISTRIBUTION DE LA PREMIERE REPONSE POUR LES ENQUETES DE 2012 ET 2013

Catégories de réponses	BSW2012		BSW 2013	
	Effectifs	Pourcentage	Effectifs	Pourcentage
Rien	74	5,7 %	75	6,0 %
Qualité de vie quotidienne.	118	9,1 %	146	11,8 %
Démocratie et protection sociale	78	6,0 %	119	9,5 %
La nature	198	15,3 %	200	16,1 %
Les gens	239	18,4 %	217	17,4 %
Patrimoine culturel	163	12,6 %	142	11,4 %
Le dynamisme	117	9,0 %	145	11,7 %
L'identité	179	13,8 %	100	8,0 %
Autres	108	8,3 %	67	5,4 %
Non réponses	24	1,8	35	2,8 %
Total	1298	100,0	1246	100,0 %

SOURCE : BAROMETRE SOCIAL DE LA WALLONIE, (JACQUEMAIN ET ITALIANO, 2014)

La distribution des réponses semble montrer que la majorité des personnes interrogées a rompu avec « l’imaginaire wallon » historique : rien n’évoque plus la prospérité économique

passée et ce qui vient en tête c'est « la nature » et « les gens ». On a presque le sentiment d'une région valorisée pour son côté « bucolique ».

Venons-en maintenant aux raisons de se plaindre : de quoi n'est-on pas fier en Wallonie ?

TABLEAU 3. DE QUOI N'Y A-T-IL PAS LIEU D'ETRE FIER EN WALLONIE ?
DISTRIBUTION DE LA PREMIERE REPONSE POUR LES ENQUETES BAROMETRE SOCIAL DE LA WALLONIE DE 2012 ET 2013

Catégories de réponses	BSW2012		BSW 2013	
	Effectifs	Pourcentage	Effectifs	Pourcentage
Rien	51	3,9 %	38	3,0 %
Hommes politiques et gouvernance	166	12,8 %	182	14,6 %
Chômage et état de l'économie	189	14,5 %	202	16,2 %
Infrastructures	242	18,7 %	227	18,3 %
Insécurité et délinquance	83	6,4 %	64	5,1 %
Propreté et environnement	116	9,0 %	101	8,1 %
Carences des Wallons	148	11,4 %	107	8,6 %
Trop d'Etat	49	3,8 %	69	5,5 %
Inégalités et fragilités	64	4,9 %	78	6,3 %
Autres	151	11,6 %	144	11,5 %
Non réponses	40	3,1 %	34	2,8 %
TOTAL	1298	100 %	1246	100 %

SOURCE : BAROMETRE SOCIAL DE LA WALLONIE, (JACQUEMAIN ET ITALIANO, 2014)

Assez logiquement, les questions économiques viennent au *débit* de la Wallonie. La question de la gouvernance apparaît aussi problématique. On remarquera que l'insécurité est assez peu présente (en premier lieu) et, ce n'est pas sans importance, que la thématique de l'immigration, si prégnante dans le débat public de nos voisins tant en France qu'en Flandre est absente ou marginale (si faible qu'on l'a regroupée avec les « autres »).

Cela veut-il dire qu'il n'y a pas de place pour la xénophobie dans l'opinion wallonne ? On se gardera de tirer une conclusion aussi radicale : probablement, s'il avait fait l'objet explicite d'une question *fermée*, le thème de l'immigration aurait-il fait réagir une partie de la population interrogée. Ce que nos résultats montrent c'est que le thème de l'immigration n'émerge pas *spontanément* de manière significative parmi les doléances des Wallons⁹.

On n'a pas creusé davantage cette esquisse de « cartographie » de l'image spontanée de la Wallonie chez les Wallons. On peut dire qu'à ce stade, elle conforte le sentiment d'une identité plutôt « apaisée » et très peu encline au nationalisme. Mais il faudrait investiguer davantage pour esquisser des conclusions plus solides et surtout, c'est l'objet du dernier point, rien ne dit que tout cela va durer.

3. Une identité sensible aux crises.

Il y a un autre intérêt à mener des enquêtes récurrentes sur le sentiment d'appartenance tel qu'on l'a défini : onze enquêtes sur grosso modo 25 ans permettent de montrer que les résultats, s'ils sont stables dans l'ensemble, peuvent évoluer ponctuellement ou parfois plus durablement en fonction du contexte global. On n'en donnera ici qu'un exemple, mais il est assez frappant. Le sentiment de fierté d'être belge ou d'être wallon (qui vont de concert, donc), ne sont pas restés stables au cours des enquêtes menées entre 1991 et 2003. Ils connaissent un brusque tassement en 1997, pour se redresser ensuite et revenir à leur niveau antérieur. Si on cherche dans le contexte de l'époque un élément explicatif possible de ce « repli », il faut évidemment garder à l'esprit que l'enquête de 1997 est menée juste après une des crises majeures pour la Belgique : l'affaire Dutroux et la marche blanche¹⁰. C'est une crise massive, à la fois par le nombre de gens qui manifestent et par l'intensité des émotions exprimées. Cette crise met en cause des institutions majeures, et historiquement créditée d'une certaine confiance : la justice, la police, et l'Etat tout entier.

Le recul du sentiment d'appartenance à la Belgique a entraîné avec lui le sentiment wallon, bien que les instances wallonnes n'aient pas eu de prise directe sur les événements (mais ceux-ci ont pu être vus aussi comme la « vitrine » de la paupérisation de certaines parties de la Wallonie).

Un autre exemple, sur le plus long terme est celui du sentiment européen dont on n'a pas parlé jusqu'ici : lors de l'enquête de 1991, il « caracolait » en tête, poussé notamment par les plus jeunes et en particulier par les universitaires. Il chute, comme les autres, en 1997, mais lui ne se relèvera pas et restera dès lors durablement plus faible que les sentiments belge et wallon. Ce qui se manifeste là, sans doute est le désenchantement des opinions publiques vis-à-vis des institutions européennes, qui marque tout le début du 21^{ème} siècle, même dans un pays comme le nôtre qui est en est globalement plutôt protégé.

⁹ Dans sa thèse de doctorat sur les attitudes à l'égard de la sécurité sociale et les rapports avec les stratégies des partis en Belgique, Chris Gassendam met en évidence ce qu'il appelle le « welfare populism », qui combine soutien à une sécurité sociale forte mais avec traitement préférentiel les nationaux. Gaassendam montre que le *welfare populism* touche à peu près la même proportion de la population en Wallonie qu'en Flandre mais qu'il est peu apparent parce qu'il n'y a pas, en Wallonie, d'offre politique explicite sur cette thématique.

¹⁰ Suivis bien sûr par la très médiatisée commission d'enquête parlementaire.

4. Et demain ?

Précisément, on peut dire que la Wallonie est soumise aujourd'hui à des pressions qu'on peut indiscutablement considérer comme des « crises » et qu'elle voit aussi des évolutions nouvelles dans le domaine politique. Il se peut que les réflexions qui précèdent s'en trouvent invalidées pour l'avenir.

Le premier élément est évidemment la double crise sanitaire et environnementale¹¹. Elles induisent l'apparition de nouveaux clivages dans la population (par exemple autour des mesures sanitaires et en particulier de la vaccination) mais peuvent aussi durcir des clivages déjà installés (priorité à l'environnement ou à l'activité économique). Ces crises affectent aussi l'évaluation par les gens de la gouvernance publique. On a vu réapparaître les « dysfonctionnements » qui avaient envahi le débat public lors de l'affaire Dutroux.

Cela va probablement affecter l'identité wallonne, telle que nous l'avons définie, mais aussi sans doute son rapport avec l'identité belge. Quelle instance apparaît comme la plus *responsable* des dysfonctionnements ? Quelle instance apparaît comme la plus *protectrice* contre les calamités qui nous affectent ? Quelle instance est le *meilleur niveau de décision* en rapport avec ce genre d'événements ? Il est possible que les réponses à ces questions diffèrent.

Le modèle des identités « emboîtées » est-il susceptible de se voir fragilisé par la perception souvent négative de la complexité institutionnelle belge lorsqu'il s'agit de réagir rapidement et efficacement à une crise ? Ou bien ce modèle va-t-il se trouver conforté par l'idée d'une gestion « au niveau le plus adéquat » ? On peut parier sans trop de risques que les deux mouvements vont se produire mais il est par contre difficile d'anticiper lequel sera le plus puissant.

L'autre élément perturbateur est l'actualité politique. Celle-ci affecte plus superficiellement la population mais elle impacte les sentiments identitaires : verra-t-on surgir des « entrepreneurs identitaires » comme c'est le cas déjà dans pas mal de pays d'Europe ? On voudrait souligner deux « événements » susceptible d'avoir un impact.

Il y a d'abord la tenue des élections présidentielles françaises, qui, on le sait, produit toujours des effets chez nous. La campagne électorale française va-t-elle se jouer essentiellement sur la dimension identitaire ? Si c'est le cas, vu le « tropisme français » d'une partie significative des élites et de l'opinion wallonnes cela affectera-t-il le modèle des identités emboîtées ?

L'autre élément, spécifique à la Wallonie, a encore été peu discuté mais il est possible qu'à terme, il ait aussi un impact : il y a maintenant en Wallonie un parti ouvertement belge à gauche du spectre politique (le PTB, pour ne pas le nommer). C'est une situation inédite au moins depuis des décennies. Cela peut-il engendrer un regain (ou un rejet) de l'identité belge ? Si le PTB se maintient à son niveau actuel, on peut s'attendre là aussi, sur le moyen terme, à un impact.

¹¹ On considère ici les inondations en région wallonne comme un aspect, particulièrement visible, de la crise climatique. On peut évidemment dire la même chose de la crise sanitaire mais avec un « chaînage de causalité » plus long.

Conclusion.

Nous avons tenté de montrer les complexités de l'identité wallonne à partir de travaux empiriques basés sur des enquêtes représentatives auprès des Wallons eux-mêmes. Nous avons montré comment les différents sentiments d'appartenance s'emboîtent, ce qui est assez défavorable à la mobilisation identitaire « nationaliste » telle qu'elle se manifeste dans d'autres pays et régions d'Europe. En guise de conclusion engagée, on ne peut que répéter ce que nous disions au début de ce texte : « *si l'on s'efforce de la débarrasser de cette inflation de symboles, de raccourcis historiques, de tentations de repli et parfois de stéréotypes haineux, « l'identité » au sens de l'intérêt d'une population pour le devenir de sa région ou de son pays, reste une ressource positive, mobilisable par les acteurs politiques, économiques, sociaux et culturels pour mener à bien le projet de développement d'un territoire* ».

Symétriquement, il est clair que les stratégies des acteurs politiques, économiques, culturels et sociaux contribuent à influencer fortement les représentations identitaires des citoyens. Il n'y a pas en Wallonie aujourd'hui de véritable « entrepreneur identitaire ». Mais lorsqu'on mobilise les gens contre la pandémie avec le slogan « *une équipe de onze millions* » on promeut clairement l'aspect belge plutôt que wallon du modèle « emboîté ».

Le mouvement syndical a dans le passé déjà utilisé le sentiment wallon comme ressource pour ses combats et, ce faisant, il a contribué à le construire sous sa forme positive actuelle. Nous sommes certes dans un monde très différent de celui des années 1950-1960 mais la dimension identitaire des combats politiques n'a pas disparu, loin de là. Elle a même pris un tour inquiétant dans notre environnement immédiat. S'il y a bien un acteur qui peut infléchir cette évolution vers une vision positive (et progressiste) de l'identité wallonne, c'est le mouvement syndical, même si on ne pourra plus réemprunter les chemins du siècle dernier.

REFERENCES

Gaassendam C. (2020), *Cleavage transformations and the new electoral coalition of social democracy in Belgium. Social class, ideological profiles, welfare coalitions and ethnic minority group interests*, Phd dissertation, KU Leuven.

Italiano P., Jacquemain M, (2014), *Vingt-cinq ans après, les Wallons sont-ils toujours belges ?* In Cardelli R., Bornand T, Brunet S. *Baromètre social de la Wallonie. Engagement, confiance, représentation et identité*, Presses Universitaires de Louvain, p 111-129

Jacquemain M. (2011) *L'identité wallonne aujourd'hui* In Germain P. Robaye R. *La Wallonie aujourd'hui, portrait d'un pays et de ses habitants*, Presses Universitaires de Namur.

Jacquemain, M., Italiano P. (2014) *L'identité wallonne en clair-obscur : ce dont on est fier (ou pas) en Wallonie* in Cardelli R., Bornand T, Brunet S. *Baromètre social de la Wallonie. Engagement, confiance, représentation et identité* p 131-155.

Van Haute E., Dandoy R, De Decker N., Delwit P. (2007), *Complexes identitaires ou identités complexes en Belgique fédérale*, In Bayenet B., Capron H., Liégeois Ph *L'espace Wallonie Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*, De Boeck, Iweps, p 38-53.